

13 septembre 2018

LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DURABLE SE GÉNÉRALISENT A LA FOIS DANS LES ENTREPRISES ET CHEZ LES INVESTISSEURS

- *« 61 % des investisseurs et 48 % des émetteurs dans le monde intègrent dans leur stratégie de développement les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance – critères ESG »*
- *« Pour 48 % des investisseurs, c'est d'abord le souci de rentabilité financière qui détermine leur décision d'intégration des principes ESG dans leur politique d'investissement »*
- *« L'absence de définitions homogènes des critères ESG reste un obstacle »*

L'étude East and Partners commandée par HSBC montre que 61 % des investisseurs et 48 % des émetteurs dans le monde ont mis en place une stratégie intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), même si de grandes disparités existent d'une région à l'autre. C'est l'Europe, que ce soit pour les émetteurs ou les investisseurs qui se situe en première place.

Parmi les émetteurs, l'Europe est à 87 %, notamment les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 MdUSD, les émetteurs aux États-Unis se plaçant à 21 %, et à Hong Kong à 13 %, en dernière position.

Concernant les investisseurs, l'écart est particulièrement sensible entre l'Europe à 85 % et l'Asie à 40 %.

Pourquoi l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance se développe chez les émetteurs et les investisseurs ?

Les entretiens menés auprès de 1 731 sociétés émettrices et investisseurs institutionnels montrent que, pour la totalité des émetteurs et la majorité des investisseurs, la rentabilité financière et les incitations fiscales constituent les deux premiers motifs d'intégration de critères ESG dans les processus de décision.

Les réglementations nationales arrivent en deuxième position pour les fonds de pension et les fonds souverains, après la rentabilité financière. On observe, là encore, d'importantes disparités géographiques.

Pour les investisseurs en Chine et à Hong Kong, l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance par les acteurs de la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise émettrice est le deuxième critère de prise de décision pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 Mds USD.

En Europe, au Royaume-Uni et au Canada, les facteurs déterminants de la prise de décision sont la politique de l'entreprise, sa stratégie, les objectifs ESG et la pression des parties prenantes.

Selon Daniel Klier, Directeur de la stratégie et Directeur Développement Durable du Groupe HSBC:

« On assiste à un changement intéressant, car ce qui incite aujourd'hui les émetteurs à améliorer leur communication est désormais prioritairement la pression des investisseurs et

non plus la réglementation. Ils sont 83% à le déclarer. Le second facteur cité est la réglementation, suivi du risque réputationnel.

La priorité donnée à la rentabilité financière reflète la progression de l'engagement réel des investisseurs et l'action des marchés qui encouragent les changements de comportement. En d'autres termes, la tendance générale est à la prise en compte des critères ESG dans les stratégies de développement des entreprises et d'investissement des investisseurs».

Encore des barrières

Pour 67 % des émetteurs et 57 % des investisseurs, il n'existe pas d'obstacles à l'accroissement de leur engagement ESG. Même si aujourd'hui moins de 10 % des investisseurs détiennent des fonds d'investissement intégrant les principes ESG, ils considèrent que ce pourcentage devrait progresser à 22 % au cours de l'année prochaine.

Parmi les investisseurs qui considèrent qu'il existe des obstacles, 58 % citent notamment la non harmonisation de définition des critères ESG. C'est là l'obstacle numéro un pour les émetteurs du monde. Le manque d'opportunités d'investissement est également évoqué, aggravé par la mauvaise qualité des données produites.

Le besoin d'harmonisation via la réglementation

Le besoin d'harmonisation via la réglementation internationale arrive en tête des raisons citées pour améliorer la communication sur les risques climatiques. Or seuls 8 % des émetteurs et 10 % des investisseurs connaissent l'existence d'organismes en charge de promouvoir une telle harmonisation. La TCFD, Groupe de travail sur l'information financière relative aux risques climatiques a œuvré au développement d'un ensemble de recommandations claires et cohérentes appliquées à la communication des entreprises sur les risques liés au réchauffement climatique. Chez les émetteurs, ce sont les entreprises anglaises et canadiennes réalisant un chiffre d'affaires de 10 Mds USD qui connaissent le mieux la TCFD

Sur ce sujet, M. Klier ajoute :

« Le marché se tourne désormais vers la régulation pour plus de clarté et de précision sur ces risques, la non harmonisation des définitions actuelles constituant un problème pour tous. L'effet combiné de la demande des investisseurs et financeurs pour plus de reporting et des recommandations de la TCFD devrait avoir un effet positif dans la mise en œuvre ».

Pour plus d'informations, veuillez contacter la direction du service presse HSBC France :

Sophie RICORD

Tél : +33 1 40 70 33 05

E-mail sophie.ricord@hsbc.fr

Amélie RIVENET

Tél : +33 1 40 70 73 41

E-mail : amelie.rivenet@hsbc.fr

À propos de l'étude

L'étude repose sur des entretiens directs avec 1 731 entreprises du monde entier, dont 863 sociétés émettrices et 868 investisseurs institutionnels. Cette étude conduite par East & Partners a été menée sur une période de cinq semaines, qui s'est terminée le 29 juin 2018. Les trésoriers du Groupe, directeurs financiers, directeurs des investissements et responsables de la stratégie d'investissement figurant dans l'échantillon sont issus des régions suivantes : Europe, Amérique du Nord, Asie et Moyen-Orient. Les données sont renseignées dans la méthodologie du rapport par types d'investisseurs, d'actifs sous gestion, du chiffre d'affaire annuel et des secteurs sous les deux segments respectifs.

Le Groupe HSBC

HSBC Holdings plc, maison-mère du Groupe HSBC, a son siège à Londres. Le Groupe dessert des clients dans le monde entier au travers d'environ 3 800 implantations réparties dans 66 pays et territoires en Europe, Asie, Amérique du Nord et Amérique latine, au Moyen-Orient et Afrique du Nord. Avec 2 607 milliards USD d'actifs au 30 juin 2018, HSBC est l'un des premiers groupes de services bancaires et financiers au monde.

fin